

Rapport du comité d'examen du partenariat

Lauder School of Government
(Université Reichman)

Date de remise du rapport : 3 avril 2025

Sciences Po Strasbourg

Table des matières

Objet du comité	2
Conditions de création	2
Prise en compte du périmètre du partenariat	3
Prise en compte des compétences de Sciences Po Strasbourg	3
Modalités de travail	4
Recommandations du comité	4
Critères décisionnels	5
L'état des relations entre les partenaires	5
Les libertés académiques au sein de l'Université Reichman	5
L'apport pour les étudiants de la scolarité dans la Lauder School	6
L'appréciation des étudiants envoyés	6
La qualité pédagogique et la nature des enseignements	6
Le contenu des enseignements	7
Un enseignement problématique du droit international	7
Une école dont certains enseignements sont inadaptés pour des étudiants de 3 ^e année	8
Critères non décisionnels	8
La vie associative	8
La recherche	9
La liberté d'expression	9
La communication institutionnelle	9
L'accessibilité à l'ensemble des étudiants de Sc.Po Strasbourg	11
L'asymétrie du partenariat	11
Annexes documentaires	12

Objet du comité

Conditions de création

Le comité à l'origine du présent rapport est une structure *ad hoc* créée pour déterminer la pertinence des relations universitaires entretenues avec la Lauder School of Government de l'Université Reichman à l'aube d'un travail de renouvellement par le bureau des relations internationales de Sciences Po Strasbourg d'une convention de partenariat d'échange d'étudiants.

Il a pour mission d'objectiver l'état du partenariat et son intérêt pour l'institution dans le contexte particulier des tensions liées à l'adoption par le conseil d'administration de deux motions contradictoires à quelques mois d'intervalle, à l'origine d'une crise grave au sein de l'établissement.

Le comité, composé de 10 membres, a associé en nombre égal des représentants élus des étudiants de Sciences Po Strasbourg au cours d'un scrutin ayant suscité une large participation (51% des étudiants inscrits dans un diplôme de Sciences Po Strasbourg ont voté) et des représentants des enseignants élus au sein des sections disciplinaires.

Le comité espère que les travaux qu'il a menés permettront de dépassionner le débat et donneront au conseil d'administration les éléments d'information nécessaires à la prise d'une position permettant de régler définitivement la crise qu'a traversée notre établissement. Il exerce ses travaux à l'approche de l'expiration du partenariat au cours de l'année universitaire 2025-2026.

Prise en compte du périmètre du partenariat

Les travaux du comité se sont placés dans l'optique de l'examen du contrat de partenariat conclu entre l'Université de Strasbourg pour Sciences Po Strasbourg et l'Université Reichman pour la Lauder School of Government, composante où les étudiants suivent l'essentiel de leurs enseignements lors de l'année à l'étranger dans le cadre du partenariat.

Il n'a pas examiné, ou à la marge, les autres composantes de l'Université Reichman et entend seulement porter son appréciation sur cette dernière en ce qu'elle donne des éléments de contexte exerçant une influence sur la scolarité des étudiants au sein de la Lauder School of Government.

Prise en compte des compétences de Sciences Po Strasbourg

Si le comité a pu être présenté à tort comme un comité « éthique » par ses détracteurs, son travail s'inscrit dans le strict périmètre des compétences universitaires devant présider à la détermination de l'intérêt d'un partenariat. Ainsi que l'a rappelé le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la décision de nouer ou de dénouer un partenariat universitaire ne peut reposer sur des critères politiques imputables à l'Etat d'implantation de l'université, mais uniquement sur des critères de qualité académique et d'enseignement.

C'est dans cette optique que la recommandation attendue à l'issue du travail du comité a été adoptée et rédigée. Toutefois, par souci d'exhaustivité dans la présentation des travaux du comité, un ensemble d'éléments portés à sa connaissance *via* les recherches de ses membres et les contributions des personnes auditionnées figurent au présent rapport, même s'ils ne contribuent pas à la formulation de l'opinion finale du comité et ont été écartés des débats décisionnaires.

Modalités de travail

Afin de mener au mieux le travail qui lui a été assigné, tout en prenant en compte le délai qui a été imposé, le comité s'est réuni une à deux fois par jour ouvrable pour des séances de deux heures entre le 21 mars et le 3 avril (cf. annexes). Durant une première phase, il a été décidé de regrouper les informations nécessaires à l'étude du partenariat : contenu des cours, profil des enseignants, communication officielle de l'Université, programmes de recherche et autres activités proposées aux étudiants. Pendant cette première phase d'examen, le comité a auditionné de nombreux spécialistes des questions israélienne et palestinienne ainsi que des personnalités directement liées à l'Université Reichman : plusieurs étudiants ou anciens étudiants de Sciences Po Strasbourg ayant participé à l'échange avec cette université, un ancien professeur à la Lauder School of Government, un politiste israélien ayant longtemps enseigné dans les universités israéliennes, un spécialiste de droit international et des membres du bureau d'une association qui défend le respect du droit international en Palestine.

Une partie de ces éléments, publics, figure en annexe du présent rapport. L'intégralité des témoignages recueillis en audition est conservée au titre des documents de travail.

Sur la base de ce travail, le comité s'est forgé un avis étayé sur la Lauder School of Government de l'Université Reichman, puis a engagé un débat afin de déterminer ses recommandations.

Recommandations du comité

Au vu de l'ensemble des éléments présentés ci-après et à l'unanimité de ses membres, le comité formule les recommandations suivantes au conseil d'administration :

- mettre un terme aux relations avec la Lauder School of Government en cessant les échanges étudiants avec cet établissement au titre des années universitaires 2025-2026 et suivantes ;
- n'engager aucune démarche visant la reconduite du partenariat ;
- rechercher un partenariat alternatif avec une université israélienne satisfaisant aux critères académiques développés dans le présent rapport et notamment la compatibilité des enseignements avec le cursus de Sciences Po Strasbourg ;
- réfléchir à la généralisation et à la préconisation d'un mécanisme d'examen des partenariats nouveaux ou approchant de leur échéance ;
- renforcer la préparation des étudiants en amont de leur départ en 3^{ème} année, par l'amélioration de l'information diffusée sur les destinations proposées et les éventuelles suggestions qu'elles imposent ainsi que le recueil systématique des avis au retour du séjour.

Critères décisionnels

L'état des relations entre les partenaires

Le partenariat avec la Lauder School of Government existe depuis une dizaine d'années. Il a été suspendu *de facto* fin 2023, à la suite de la dégradation des conditions de sécurité en Israël consécutivement aux attentats terroristes du 7 octobre 2023. Il ne s'agit donc pas d'un partenariat actuellement actif, ni lors de l'adoption de la motion demandant sa suspension en juin 2024, ni après la motion adoptée en décembre 2024. De fait, aucun étudiant n'est envoyé au sein de la Lauder School of Government au titre de l'année 2025-2026¹.

Le 4 novembre 2024, le président de l'Université Reichman a écrit au directeur de Sciences Po Strasbourg pour l'inviter à rétablir le partenariat dans un courrier qui, sans imputer directement une démarche antisémite à notre composante, suggérait un lien entre les persécutions médiévales à Strasbourg contre les Juifs, l'antisémitisme plus contemporain (notamment les persécutions et le génocide de la Seconde Guerre mondiale) et la motion demandant la suspension du partenariat. Cette approche particulièrement militante s'inscrit dans une action de communication plus large de l'Université Reichman quant aux critiques universitaires à l'égard du conflit israélo-palestinien de manière plus générale et dépasse le cadre de la stricte relation universitaire.

Il apparaît de manière claire que les relations de travail sont significativement dégradées à ce jour.

Les libertés académiques au sein de l'Université Reichman

Examiner l'existence ou les restrictions éventuellement portées à la liberté académique des enseignants de la Lauder School of Government constitue une tâche pour laquelle le comité n'est pas en mesure d'apporter une réponse conclusive. Même s'il est difficile d'apprécier le financement et le fonctionnement interne d'un établissement de nature privée, on ne peut exiger d'un partenaire qu'il adopte une structure juridique proche de celle des universités françaises, au risque de fortement limiter la capacité de Sciences Po Strasbourg de nouer des partenariats.

De plus, la convergence des opinions présentées par la direction de l'Université et celle de nombre d'intervenants ne peut, à elle seule, établir l'existence d'atteinte à la liberté académique, puisque les prises de position adoptées peuvent être uniformes tout en étant parfaitement libres.

De manière purement objective, on peut souligner qu'à l'inverse des autres universités israéliennes, qui offrent des postes d'enseignants permanents assimilables, par la nature des protections statutaires, aux enseignants-chercheurs des universités françaises, l'Université Reichman, en raison de son statut privé, ne fait appel qu'à des

¹ Les affectations des étudiants de 2^e année du diplôme pour la 3A ont été réalisées en janvier 2025.

enseignants contractuels, sans que cette fragilité ne conduise à démontrer, là encore, l'existence de pressions.

Le comité a relevé que des expressions critiques vis-à-vis du gouvernement étaient possibles au sein de l'Université Reichman, concentrées toutefois sur des prises de position très marquées concernant la réforme judiciaire engagée par le gouvernement actuel. Néanmoins, ces prises de position ne concernent que les intervenants et enseignants de la Radzyner School of Law, une composante différente de celle avec laquelle notre institut a des liens institutionnels. Faute d'offrir, au sein de Sciences Po Strasbourg, des enseignements en droit en quantité suffisante², il ne semble pas possible, d'après le bureau des relations internationales, d'établir un partenariat plus large.

Chez notre partenaire, la Lauder School of Government, le comité n'a pu identifier d'expression critique significative sur la manière dont la guerre est menée. Cette position est d'ailleurs cohérente avec la polarisation attendue d'une composante liée à l'anti-terrorisme (par les thématiques qu'elle aborde et les *think tanks* qu'elle héberge) dans une société profondément marquée par la guerre. La seule nuance trouvée portait, non sur la conduite des opérations par le gouvernement, mais sur sa capacité à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés, avec un positionnement ainsi plus mobilisateur que critique.

L'apport pour les étudiants de la scolarité dans la Lauder School

L'appréciation des étudiants envoyés

De manière générale, l'appréciation des étudiants qui ont témoigné est plutôt favorable, en raison notamment des conditions matérielles d'accueil – campus à l'américaine, activités extra-scolaires (soirées) riches pour ceux qui résident dans les résidences étudiantes et non à Tel-Aviv – et du caractère international marqué de l'Université Reichman, lequel permet notamment à nos étudiants de pouvoir passer du temps avec d'autres étudiants en échange.

Les étudiants qui ont fait le choix de résider à Tel-Aviv ont davantage pu découvrir la société israélienne et notamment sa frange moins privilégiée. En effet, du simple fait de son caractère privé et des tarifs qu'elle pratique, l'Université Reichman attire un public d'étudiants aisés par rapport à la moyenne israélienne et notamment 30% d'étudiants étrangers non pas en échange, mais non-israéliens (et notamment américains) désireux d'étudier en Israël.

La qualité pédagogique et la nature des enseignements

Concernant l'apport pédagogique, les avis sont contrastés : si certains étudiants ont apprécié les cours dispensés, d'autres ont été gênés par le contenu de certains

² En raison du caractère multidisciplinaire de notre établissement, tout particulièrement en 1^{er} cycle.

enseignements notamment en lien avec le conflit. Il est à noter que les témoignages recueillis, du fait de la suspension du partenariat en 2023, n'ont pas concerné les enseignements dispensés après le redémarrage du conflit israélo-palestinien. Un témoin, qui a travaillé postérieurement en Israël, estime que la polarisation de la société a pu avoir une influence sur le contenu des enseignements.

S'il est difficile d'objectiver la qualité pédagogique, le comité a examiné les classements internationaux : le classement de 2023 du Times Higher Education donne une note de 13,1 pour l'enseignement à l'Université Reichman (contre 24,7 pour l'Université de Strasbourg), ce qui positionne l'établissement particulièrement bas, tant au sein du classement lui-même que parmi les universités israéliennes : il est sur ce critère en dernière position, alors que les universités publiques israéliennes sont très bien classées³, ce qui rend le contraste encore plus défavorable⁴.

Le contenu des enseignements

Un enseignement problématique du droit international

L'examen des cours offerts en anglais aux étudiants internationaux montre une proportion importante d'enseignements dispensés sur le contre-terrorisme, la communication en lien avec le terrorisme, les conflits israélo-arabes et le droit des conflits armés, ce qui s'explique par les spécialités de la Lauder School of Government, dont le positionnement est très connecté avec l'Institut de contre-terrorisme (ICT).

L'examen des syllabus permet de remarquer que le droit international y est enseigné dans le contexte, naturellement, de son périmètre tel qu'il est appréhendé par Israël, à savoir notamment la non-adhésion à la Cour pénale internationale, le questionnement du rôle des Nations Unies⁵ et, en application des décisions de la Cour suprême d'Israël, une interprétation des obligations internationales en matière de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants qui diffère considérablement, voire s'oppose, à ce qui est enseigné au sein de Sciences Po Strasbourg.

Si l'on peut envisager d'exposer des étudiants à des cours dont le contenu est inapplicable voire préjudiciable à Sciences Po Strasbourg, au titre de l'ouverture d'esprit, cette démarche nécessite un recul critique important qui n'est pas forcément celui d'un étudiant de 3^e année, dont l'armement intellectuel est encore en cours d'acquisition, tout particulièrement en matière de droit international ou de droit des conflits armés, qui ne sont pas des matières abordées dans le tronc commun de Sciences Po Strasbourg.

³ Université hébraïque de Jérusalem 42,1 ; Université de Tel Aviv 39,4 ; Université Bar-Ilan 30,5 ; Université Ben-Gourion 30,3...

⁴ Le classement de Shanghai favorisant les sciences dures, la comparaison n'est pas forcément pertinente entre l'Université de Strasbourg (classée 101-150) en raison notamment de quatre prix Nobel, et une université plus spécialisée comme Reichman.

⁵ Notamment les critiques portées à l'UNRWA.

Plusieurs témoignages attestent de réelles difficultés rencontrées avec ces matières : certains étudiants ont changé de cours, en réalisant par eux-mêmes le problème (faute d'oser remettre en question l'enseignant sur le plan académique), surtout dans un contexte d'unanimité d'opinion parmi les étudiants, d'autres ont fait état d'un malaise. Sciences Po Strasbourg est parfaitement fondée à rechercher si les enseignements offerts sont compatibles avec les matières telles qu'elles sont enseignées au sein de notre cursus.

Une école dont certains enseignements sont inadaptés pour des étudiants de 3^e année

La présence d'un nombre important d'intervenants « extérieurs » dans le cursus, notamment d'officiers des forces de sécurité israéliennes, de consultants en matière de sécurité, d'acteurs de la communication, etc., permet de donner aux enseignements, selon les étudiants interrogés, un positionnement très opérationnel aux enseignements dispensés. Ce parti-pris se comprend aisément dans le contexte de la Lauder School of Government, qui a un focus important sur les débouchés professionnels, notamment dans les domaines en lien avec la sécurité.

Sans remettre en cause la pertinence en soi des enseignements dispensés par le partenaire, leur adéquation avec une année à l'étranger dans le cadre du premier cycle généraliste de Sciences Po Strasbourg pose également question⁶.

Critères non décisionnels

La vie associative

Sans que ce facteur soit imputable à proprement parler à l'Université, ce qui a conduit à l'écartier de l'analyse décisionnelle, plusieurs témoignages⁷ ont souligné que les étudiants de la Lauder School of Government étaient souvent plus polarisés et manquant de distanciation critique que les enseignants. Cela se comprend dans le contexte d'une société directement concernée au quotidien par la violence et largement plus militarisée (que ce soit en raison du service militaire ou des programmes de bourses de l'Université Reichman au profit d'anciens militaires ou de soldats binationaux ayant rejoint Israël pour servir dans l'armée – dénommés *lone soldiers* – et qui font l'objet d'un programme d'insertion particulier dans l'université).

Dès lors, même dans le cadre d'une vie associative décrite comme variée et riche, les initiatives de l'Université visant à l'intégration des nouveaux venus (le parrainage notamment avec un étudiant local, les visites) participent d'un climat singulier. Les témoignages des étudiants ont d'ailleurs souvent montré qu'ils socialisaient davantage

⁶ Le suivi de certains enseignements aurait ainsi plus de sens pour un étudiant d'ERIG se destinant particulièrement à travailler dans le domaine de la sécurité et correctement préparé pour ce type d'enseignements.

⁷ De nombreuses illustrations de ces affirmations sont présentées dans les annexes documentaires et dans les documents de travail internes du comité.

avec les étudiants français ou en échange qu'avec ceux de la Lauder School of Government.

La recherche

Bien que la recherche soit un élément fondamental du travail universitaire, elle n'a été examinée qu'à titre accessoire dans la mesure où l'essentiel de ce terrain ne concerne pas directement les étudiants de 3^e année du diplôme. Elle irrigue toutefois les enseignements.

Parmi les instituts rattachés à la Lauder School, on peut noter des domaines extrêmement opérationnels, qui rappellent davantage le type de recherche menées dans des écoles d'application. Ainsi, l'International Working Group on Subterranean Warfare, qui conduit des recherches sur la lutte armée dans les tunnels, vise à améliorer l'efficacité de la lutte contre les réseaux terroristes opérant dans des tunnels, ce qui semble très appliqué à la stratégie du Hamas à Gaza. L'Institut Abba Eban pour la diplomatie et les relations internationales⁸ se présente comme mobilisé, depuis le 7 octobre, pour produire des analyses et des conseils aux décideurs politiques. Il héberge également une initiative de « diplomatie appliquée » consistant à intervenir sur les réseaux sociaux pour diffuser le narratif de l'Etat d'Israël en l'adaptant aux audiences en ligne, d'abord américaine puis européenne, ce qui témoigne d'un rôle plus impliqué qu'un seul laboratoire de recherche. L'Institut de contre-terrorisme, également rattaché à la Lauder School of Government, se définit comme un « *think-do tank* », renforçant l'idée d'une recherche très appliquée et confirmant la finalité professionnelle de l'institution.

La liberté d'expression

Si plusieurs témoignages, notamment d'enseignants ayant pratiqué en Israël, indiquent que l'administration de Reichman ne tolérerait pas de manifestations étudiantes, il est apparu que la tolérance aux grèves et à la liberté de manifestation ne s'apprécie pas de manière aussi large qu'en France. Dès lors, cela semble plutôt imputable à l'organisation sociale israélienne, qu'il n'appartient pas au comité de juger.

De manière spécifique à l'Université Reichman, le comité a pu constater que la porte-parole du président surveillait et rappelait à l'ordre les enseignants dans le cadre de leur expression publique.

La communication institutionnelle

Les conférences

L'Université Reichman organise tout au long de l'année une série de cycles de conférences où divers intervenants échangent et débattent sur des thématiques

⁸ <https://www.abbaeban.runi.ac.il/abba-eban-institute-during-the-israel-hamas-war>

variées. Dans le cadre de l'analyse du partenariat, certains de ces cycles ont fait l'objet d'un examen critique, en particulier ceux organisés par l'Institute for Policy and Strategy (IPS) et l'Institut de contre-terrorisme, rattachés à la Lauder School of Government. Le comité a notamment analysé les conférences annuelles d'Herzliya, qui abordent des questions relatives à la sécurité et à la politique. Il semble que plusieurs conférences ne respectent pas pleinement le pluralisme et ne promeuvent pas le débat. Dans les cas où pluralité il y a, certains témoignages de nos étudiants en échange ont déploré la mauvaise réception de discours critiques à l'égard de la colonisation par le public étudiant.

Les distinctions universitaires

Les titres de Doctor Honoris Causa sont des distinctions attribuées à des personnalités en reconnaissance de leurs actions jugées bénéfiques pour la société israélienne. Toutefois, l'attribution de ces honneurs à certains individus, tels que Sheldon et Miriam Adelson, ou encore Yisrael Schomer, peut interroger (voir développements en annexe). Les positions et les actions des récipiendaires sont sujettes à controverse.

Les réseaux sociaux

Certaines publications réalisées sur les réseaux sociaux des différentes facultés de l'Université Reichman sont problématiques. La mise en avant, voire les hommages, rendus à certains anciens élèves de l'Université Reichman a suscité des interrogations, notamment en ce qui concerne le cas précis d'Itzik Cohen (voir dans les annexes). Les opinions exprimées par les étudiants actuels de l'université ont également illustré le manque de pluralisme et le soutien inconditionnel à la guerre à Gaza. À titre d'exemple, une publication sur le compte officiel de l'Université Reichman, reprenant les dires d'un de ses étudiants, faisait état de la nécessité de reconstruire les colonies autour de Gaza.

Le site Internet

Le site officiel de l'Université présente certains profils et articles qui ont pu également déranger. Ainsi, l'université met en avant la figure de Yoav Gallant, sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), sans mentionner ses prises de position ni la gestion controversée de la guerre qu'il a menée en tant que ministre de la défense. En ce qui concerne la composante du droit, les articles publiés sur la page de présentation excluent a priori toute responsabilité d'Israël dans des crimes de guerre, sans offrir de point de vue contradictoire ou alternatif à la position défendue par le gouvernement, remettant ainsi publiquement en cause les juridictions internationales.

Les positions publiques de certains professeurs

À tout cela, peut s'ajouter un certain nombre de prises de position publiques de certains professeurs et responsables de départements de l'Université Reichman et particulièrement au sein de la Lauder School of Government qui expriment un soutien

inconditionnel à l'armée israélienne, malgré le contexte actuel, ou qui, au mieux, choisissent de ne pas se prononcer sur la possibilité d'exactions. Dans cet esprit les très nombreuses remises en question du droit international et des instances juridiques et politiques internationales (CPI, CIJ, ONU) inquiètent lorsque l'on sait que ce sont ces mêmes professeurs qui pourraient enseigner aux étudiants de Sciences Po le droit international, le droit des conflits armés ou des cours sur le contre-terrorisme et le conflit israélo-palestinien.

L'accessibilité à l'ensemble des étudiants de Sc.Po Strasbourg

Comme pour d'autres destinations, à l'heure où les conditions d'entrée dans les pays étrangers se durcissent, il faut noter que le partenariat risque de n'être, en pratique, pas accessible à l'ensemble des étudiants de Sciences Po Strasbourg : l'Etat d'Israël n'autorise pas facilement l'entrée aux étudiants franco-palestiniens⁹, ces derniers étant considérés comme palestiniens, cela les prive d'accès à l'aéroport de Tel-Aviv. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères signale des cas récurrents de détention et de refoulement.

De même, en raison de contrôles poussés effectués en amont, la question de la délivrance d'un visa à des étudiants qui auraient manifesté contre la conduite de la guerre à Gaza pourrait se poser.

Toutefois, ces éléments relatifs au droit souverain d'Israël de contrôler l'accès à son territoire n'entrent pas dans la compétence du comité.

L'asymétrie du partenariat

Lorsqu'il était actif, le partenariat a permis à 14 étudiants de partir en échange entre 2015-2023, tandis qu'un seul étudiant israélien a été accueilli.

Le partenariat est donc satisfaisant en termes de flux pour Sciences Po Strasbourg, dont tous les étudiants doivent obligatoirement passer une année à l'étranger. Inversement, l'Université Reichman se positionne comme un établissement attirant une forte proportion d'étudiants internationaux (30% d'après le site Web) et en fait un atout d'attractivité. Le bénéfice du partenariat pour les deux établissements semble donc démontré.

⁹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/israel-territoires-palestiniens/#entree>

Annexes documentaires

I. Organisation du travail du comité

Organisation générale

Le comité est composé, à parité, de 5 étudiants de Sciences Po Strasbourg élu(e)s et de 5 enseignants de Sciences Po Strasbourg (1 par section disciplinaire). Les réunions ont été organisées par 2 membres organisateurs (1 étudiante, 1 professeur) n'ayant pas le droit de vote. Leur fonction, validée en amont par le comité, était quadruple : préparer les réunions (communication interne, création d'un Seafile sécurisé, rassemblement et classement des pièces), retranscrire les compte rendus de réunions (minutes/PVs), veiller à l'équilibre du temps de parole et le respect mutuel durant les débats, assurer le bon déroulé du vote final. Les réunions du comité ont eu lieu du 21 mars au 03 avril inclus, à raison d'une à deux réunions quotidiennes de 2h00 chacune (voir agenda ci-après). Les auditions externes (étudiant(e)s, enseignant(e)s, chercheurs(ses)) ont été faites via BBB non-enregistré. Le comité s'est engagé à l'anonymat lors de ces entretiens. Les PVs des réunions ont été réalisés en double, par les deux membres organisateurs, travaillant en parallèle. Ils sont entreposés sur le Seafile interne du comité (avec backup), mais ne sont pas retranscrits dans ces annexes.

Agenda de travail du comité (21 mars-25 – 03 avril-25)

Le tableau ci-dessous retranscrit l'**agenda de travail du comité**. Cet agenda ne fait pas apparaître la réunion préparatoire du 21 mars 2025 (présentation du comité et discussion sur l'organisation générale des travaux).

	24-mars-25		25-mars-25		26-mars-25		27-mars-25		28-mars-25		
	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	
Ordre du jour (si présentation: préciser le sujet présenté au comité: rapports, articles, statistiques, témoignages...)	Débat préparatoire: Critères universitaires à considérer dans le cadre de partenariats académiques	Présentation du partenaire (Lauder, Reichman)		Témoignage/interv. (x1, Lecturer)		Interview (chercheurs, membres de l'AURDIP) + Compte-rendu de mi-parcours (synthèse)		Témoignage/Interview (x1) + Analyse de la communication institutionnelle de l'univ. Reichman	Présentation de l'historique du partenariat + Analyse du dossier direction: CA 3-12-24-1.pdf + Lecture/analyse de la lettre B.Ganor au CA ScPo		Témoignages/interv. (x2) + Partage d'expérience d'un enseignant-membre du comité: s'étant rendu à Reichman
Intervenant(s)	Tous membres du comité	Enseignant ScPo (en présentiel) + Comité		Séance BBB + Comité		Séance BBB + Comité		Séance BBB + Comité	Tous membres du comité		Séance BBB + Comité
	31-mars-25		01-avr-25		02-avr-25		03-avr-25		04-avr-25		
	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	12h-14h	18h20h	
Ordre du jour (si présentation: préciser le sujet présenté au comité: rapports, articles, statistiques, témoignages...)	Reformulation des critères académiques retenus en séance#1 (24 mars-25)	Fin de reformulation des critères + audition (PR International Law)	Témoignage/interview + Débat interne	Débat interne (suite) + écriture des premières recommandations + réflexion sur la motivation		Ecriture recommandations + motivation => Vote	Rédaction des annexes		Rédaction finale (pour transmission au CA)		Sécurité
Intervenant(s)	Tous membres du comité	Séance BBB + Comité	Séance BBB + Comité	Tous membres du comité	Tous membres du comité	Tous membres du comité	Tous membres du comité		Tous membres du comité		Sécurité

II. Bibliographie indicative, retenue pour l'identification des critères (partenariats universitaires internationaux)

Bergan, S., Gallagher, T., & Harkavy, I. (2020). Academic freedom, institutional autonomy and the future of democracy (Vol. 24). Council of Europe.

EAIE (European Association for International Education), Anna-Malin Sandström et Leasa Weimer, International Strategic Partnerships. Lien URL: <https://www.eaie.org> ⇒ https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.eaie.org/asset/F36471C6-42EE-4731-8B486DA1AE6921F7/&ved=2ahUKEwiwm_aC0bmMAXWJTaQEHR1IIQQQFnoECBQQAQ&usq=AOvVaw1IttIFFnpASmO1UN6rnmJe

EUA (European University Association), Anna-Lena Claeys-Kulik, Thomas E. Jørgensen, Henriette Stöber et al., 2020. International strategic institutional partnerships and the European Universities Initiative, 30 pages, avril.

Knight, J. (2020). The internationalization of higher education scrutinized: International program and provider mobility. *Sociologias*, 22(54), 176-199. DOI: <http://dx.doi.org/10.1590/15174522-97865>

Tyushka, A., & Czechowska, L., 2019. Strategic partnerships, international. States, international organizations and strategic partnerships, p.8. Lien URL: <https://repozytorium.umk.pl/bitstream/handle/item/6861/-9781788972277.00010.pdf?sequence=1>

UNESCO, 1999. Rapport sur la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur pour le 21^{ème} siècle : vision et action, 30C/16, 10 pages, 31 août.

Université de Lausanne, 2025. Centre Interdisciplinaire de Recherche en Ethique. Enjeux éthiques des collaborations externes - Rapport du groupe de travail. 31 pages.

Université de Liège, 2024. Méthodologie de travail de la Commission universitaire de guidance et de vigilance des relations internationales à risques, 17 pages.

Documents internes [CA Sciences Po Strasbourg (accord de coopération internationale pour l'échange d'étudiants)].

III. Les cours

Cette annexe n'a pas pour objet de dresser une liste exhaustive de l'ensemble des cours dispensés à la Lauder School of Government, mais mentionne : *i*) plusieurs enseignements potentiellement problématiques (contenu/cadrage) ; *ii*) certains profils d'enseignants.

Exemples de cours proposés aux étudiants de la Lauder School of Government

« Strategic Planning and Policy Analysis »

Présentation : *“This course invites the participating candidates to explore what strategy, operation and tactics stand for, what is the meaning of strategic planning when dealing with issues of national security: what kind of calculations effect the planning process, how is the planning process carried away and how the outcome of this planning is implemented. We will understand the unique role of intelligence in the planning process, and how the main insights are presented during this think- tank team. We will analyze case studies of strategic planning in Israel, its outcomes and we'll try to inspect if the planning and the implementation led to success, or to a failure and why”.*

D'après le syllabus du cours, deux séances, respectivement intitulées « Hamas Attack on October 7th 2023 » et « "Swords of Iron" War », portent plus spécifiquement sur la guerre à Gaza.

Enseignant : Brig. General (Ret.) Amnon Sofrin, ancien commandant du corps de renseignement de combat des Forces de défense israéliennes et ancien chef de la direction du renseignement du Mossad.

<https://ict.org.il/ourteam/sofrin-amnon-brig-gen-ret/>

« Global Terrorism: Al Qaeda and Hezbollah »

Présentation : *“The course will discuss the items of Radicalization Process – from Da'wa to Jihad ; Radicalization and Deradicalization in the Muslim World, The Evolvement of Global Jihad ; Selected Strategies and Modus Operendi ; Selected Terrorist Organizations Al Qaeda Hezbollah ISIS ; The threat posed by Foreign Fighter”.*

Objectifs : *“To gain a profound understanding of the radicalization processes within Muslim communities and the utilization of the "soft power" tool ("dawa") for recruiting individuals for jihad. Delving into these processes will enable a more precise recognition of indicators of radicalization and their root causes, enabling more effective countermeasures. Throughout the course, we will explain the operational strategies of global jihad and their implementation. Additionally, the course will enhance insight into the evolution of global jihad organizations, including Hezbollah.”*

Intervenant : Eitan Azani, Colonel (Res.) des Forces de défense israéliennes, possède une expérience opérationnelle, académique et de recherche dans le domaine de la lutte contre le terrorisme aux niveaux régional et international. Dans le cadre de ses fonctions à l'ICT, il entretient des relations de travail et conseille des entités privées et gouvernementales sur les questions de lutte contre le terrorisme.

<https://www.runi.ac.il/en/faculty/eazani/>

« Law and Terrorism »

Présentation : *« We will review and analyze some of the key relevant challenges and will address some of the following topics: Terrorist Use of the Internet (ICTRP project), Jihadism - lone actor, far right actors, the Israeli national counter-terrorism law, media - fake News and*

deep fake, terrorism financing - the case crypto currency, torture as a mean of interrogation, local municipalities under emergency, urban warfare, negotiations with terrorists and more. »

Intervenant : Le lieutenant-colonel (Res.) Uri Ben Yaakov est directeur des opérations et chercheur principal à l'Institut international de lutte contre le terrorisme (ICT). Il a commencé son service militaire dans les parachutistes des Forces de défense israéliennes (FDI) et a poursuivi son service à divers postes dans le domaine du renseignement.

<https://ict.org.il/ourteam/worldsummit2024-speakers-lt-col-res-uri-ben-yaakov/>

« Israel's C.T. Policy »

Présentation : *« On October 7th, 2023, when Hamas infiltrated several Israeli towns, cities, and IDF bases, we received a painful reminder that the war on terror is not over. In this seminar, we will examine the development of Israel's counter-terrorism policies from the establishment of the State of Israel in 1948 until the present, considering the development of the terrorism challenge faced by Israel in the Palestinian, Lebanese, and international arenas. We will examine the various positions taken by Israeli decision-makers in contending with the terrorism phenomenon, differences of opinion and various schools of thought, decision-making procedures, and their output ».*

Intervenant : Anan Wahabi, chercheur à l'ICT, est Colonel (réserviste) des Forces de défense israéliennes. Il possède une expérience opérationnelle et universitaire en matière de stratégie et de lutte contre le terrorisme régional. Il a commencé son service militaire en tant que parachutiste, est passé au corps des renseignements et a été commandant de l'unité des opérations d'information. Il a également été instructeur en chef du Collège de défense nationale israélien.

<https://ict.org.il/ourteam/dr-anan-wahabi/>

Extrait vidéo de cours posté par une enseignante de l'Université Reichman : *“Palestinians refugees that are actually eligible for services in these refugee camps UNRWA is also the organization that gives education to the children. It has been recently advertised that much of this education is also involved by teaching the kids to also hate Israel and everything it stands for and so on”* (48:42)

<https://vimeo.com/952358564?share=copy>

IV. Les instituts de recherche et *think tanks*

Plusieurs instituts de recherche et *think tanks* sont rattachés à la Lauder School of Government, dont l'Institut de contre-terrorisme (ICT), l'Institut de stratégie politique (IPS) et l'Institut de la diplomatie et des affaires étrangères (Abba Eban Institute). Les directeurs, de même que plusieurs membres de ces organisations apparaissent, à divers titres, proches du pouvoir politique et militaire israélien.

L'ICT a été fondé par l'actuel président de l'Université Reichman, Boaz Ganor, ancien conseiller auprès du Bureau israélien de lutte contre le terrorisme¹⁰, ainsi que trois anciens hauts dirigeants du Mossad :

¹⁰ <https://ict.org.il/ourteam/ganor-boaz-prof/>

- David Kimche ;
- Aharon Scherf, également ancien directeur de la Division des Affaires étrangères d'Israël et haut fonctionnaire du bureau du Premier ministre ;
- Shabtai Shavit, également ancien conseiller auprès du Conseil national de sécurité israélien et auprès de la commission des affaires étrangères et de la sécurité nationale de la Knesset (sous-commission du renseignement)¹¹.

Boaz Ganor, Shabtai Shavit et Aharon Scherf siègent aujourd'hui au sein du conseil d'administration de l'ICT¹², tout comme le fondateur de l'université, Uriel Reichman, proche d'Ariel Sharon¹³ et ancien membre du parti Kadima.

Cet institut a par ailleurs été dirigé entre 2004 et 2006 par le colonel Lior Lotan, présenté comme un proche conseiller de l'ancien ministre de la défense Yoav Gallant¹⁴, dont il a été le porte-parole lorsque celui-ci était à la tête de l'état-major de l'armée israélienne¹⁵. Lior Lotan est toujours membre de l'ICT, qui compte aussi dans ses rangs le colonel Miri Eisin, ancien officier supérieur dans le renseignement militaire et ancienne porte-parole du Premier ministre¹⁶, qui fait par ailleurs partie de l'équipe encadrant le programme « *Public Diplomacy ("Hasbara") Situation Room* »¹⁷.

L'IPS est dirigé par le général Amos Gilead, ancien directeur de la politique et des affaires politico-militaires au ministère de la Défense, tandis que l'Abba Eban Institute est présidé par Mark Regev¹⁸, ancien ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni (2017-2020), puis ancien conseiller et porte-parole du premier ministre pour les affaires internationales (2020 - 2022, puis oct. 2023 - févr. 2024).

La proximité au pouvoir politique et militaire ne s'observe pas seulement à travers les trajectoires professionnelles de certains membres de ces instituts. Elle ressort également dans leurs prises de position publiques qui défendent l'action du gouvernement israélien.

Dans un article intitulé « *Democracy According to Reichman* », datant du 20 mai 2010, le journaliste Gideon Levy, membre de la direction du journal israélien *Haaretz*, déplorait ainsi le discours d'Uriel Reichman à l'encontre de B'Tselem, le centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés : « *we will be left with a narrow and frightening intellectual world. It will be the kind of intellectual world shaped by the Interdisciplinary Center Herzliya – an institution of army officers and the rich, headed by its president, Reichman. A law professor, certainly enlightened in his own eyes, a former candidate to become education*

¹¹ <https://ict.org.il/ourteam/mr-shabtai-shavit/>

¹² <https://ict.org.il/our-team-all/>

¹³ Ce dernier s'est d'ailleurs vu attribuer une chaire à son nom au sein de l'Université Reichman en 2022 : Ariel Sharon Chair for National Leadership and Military Thought.

¹⁴ <https://www.bbc.com/news/articles/cg3e05n1xy3o>

¹⁵ <https://www.haaretz.com/2011-01-05/ty-article/idf-chief-designate-names-lior-lotan-as-his-spokesman/0000017f-e904-dc91-a17f-fd8ddcf90000>

¹⁶ <https://www.mareonline.nl/en/news/university-has-dubious-ties-to-israel-partners-systematically-violate-human-rights/>

¹⁷ Ces informations corroborent le témoignage d'un ancien enseignant-chercheur à l'Université Reichman, qui affirmait lors d'un échange avec les membres du comité : « *Reichman is home to a Counter-Terrorism Institute staffed exclusively by former military, police and espionage officers* ». Elles confirment également l'affirmation du journaliste Gideon Levy, décrivant l'Université Reichman comme une institution « *qui excelle dans les liens étroits avec l'establishment de la défense - comme s'il s'agissait de l'Académie militaire israélienne, plutôt que d'une université privée* » dans un article de *Haaretz* le 16 juin 2024. <https://www.haaretz.com/opinion/2024-06-16/ty-article-opinion/.premium/he-killed-a-palestinian-teen-now-hes-receiving-an-honorary-doctorate-for-israeli-heroism/00000190-1d55-d3e6-a191-5f7fd3880000>

¹⁸ <https://www.abbaeban.runi.ac.il/team>

minister, Reichman says he doesn't support the human rights group B'Tselem. That's his right, of course; our right is to state that at the head of an important Israeli college stands a man who doesn't understand a thing about democracy (...) What, then, is acceptable to Reichman? A society without self-criticism. This then, is Israel's intellectual elite; these are our intellectuals - without B'Tselem »¹⁹.

Plus récemment, Mark Regev a défendu, lors d'une interview sur ABC Radio National, l'ordre donné par l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant d'imposer un siège complet à Gaza à la suite de l'attaque perpétrée par le Hamas le 7 octobre, en arguant qu'aucun autre pays ne répondrait à l'attaque d'un territoire voisin en lui fournissant de l'eau et de l'électricité. Ce n'est pas la première fois, selon l'article du quotidien *Haaretz* qui a publié cette information, que Mark Regev est critiqué pour ses commentaires publics : « *In his role as Netanyahu's adviser, Regev made regular media appearances in which he criticized the feasibility of a two-state solution, denied Israel's involvement in an attack on Palestinians trying to collect aid from trucks in Gaza which left 112 people dead, and called for collective punishment as a mean of returning Israel's hostages »²⁰.*

La proximité au pouvoir politique et militaire israélien apparaît enfin manifeste dans des programmes de recherche qui s'apparentent à la production d'expertise pour le gouvernement et l'armée. Nous pouvons citer ici, à titre d'exemples, deux projets menés par le Abba Eban Institute dans le cadre de son programme « policy and technology »²¹ :

UNaccountable : « *The campaign sheds light on the money trail and institutional bias behind UN organizations by providing the US Congress, which is the largest single-state funder of the UN, with facts, figures and up-to-date data. The three-stage plan is focused on promoting transparency through a special delegate to the UN budgetary committee; working alongside an independent investigator to ensure UN agencies are upholding their mission statements in keeping with US values; and suggesting that the US Congress withdraw funding and redirect investments towards positive, pro-American, and pro-growth causes instead. »*

- UNRWA Dynasty : « *The project advocates to merge UNRWA, the UN agency dealing exclusively with Palestinian refugees, with the global refugee agency, the UN Human Rights Council (UNHCR). By providing accurate information about the real face of UNRWA, to the Israeli and international public opinion and decision-makers, we seek to end the decades-long distortion that perpetuates hate and incitement against Israel. UNRWA DYNASTY is an online platform that provides much-needed facts and figures to expose the discriminating agenda behind UNRWA's definition of "refugee". »*

Ces projets témoignent d'un soutien à la campagne de dénigrement menée par le gouvernement israélien à l'égard de l'Organisation des Nations unies et, plus largement, des institutions internationales, qui s'exprime également dans la recommandation « *The ICC arrest warrants - A strategic threat »* formulée sur le site internet de l'IPS en décembre 2024 : « *The International Criminal Court's despicable decision to issue arrest warrants against Israeli Prime Minister, Benjamin Netanyahu, and former Minister of Defense, Yoav Gallant, is particularly*

¹⁹ <https://www.haaretz.com/2010-05-20/ty-article/democracy-according-to-reichman/0000017f-e24b-d9aa-afff-fb5bf7b30000>

²⁰ <https://www.haaretz.com/world-news/2024-10-22/ty-article/.premium/australian-israeli-former-diplomat-mark-regev-under-trial-for-genocide-advocacy/00000192-b4e6-d006-a5b3-fee3fa30000>

²¹ <https://www.abbaeban.runi.ac.il/policy-and-technology-program>

shocking, and equivalent to opening an eighth conflict front against the State of Israel. This development requires rapid conclusion-drawing and vigorous action if it is to be undone »²².

V. Le programme « Public Diplomacy » (« Hasbara ») et la Situation Room

Le programme « *Public Diplomacy* » forme les étudiants aux éléments de langage de la communication gouvernementale dans le cadre de cours et de stages visant à renforcer la présence pro-Israélienne dans les médias sociaux²³. Ce programme s'appuie notamment sur l'initiative Act-IL, une plateforme technologique et une application pour smartphone, qui a pour ambition d'influencer positivement le discours sur Israël²⁴. L'Université Reichman est à l'origine de la conception d'Act-IL, élaboré par Yarden Ben Yosef, un ancien membre du renseignement militaire qui participait au programme « Public Diplomacy » en 2015. Son développement a été mené en coopération avec le Israeli-American Council et la Maccabee Task Force (MTF), qui soutient les groupes pro-Israël sur les campus pour contrer les initiatives de boycott²⁵. Act-IL a par ailleurs été financé par le Ministère des Affaires stratégiques²⁶, ainsi que par le magnat américain des casinos Sheldon Adelson, fondateur de la MTF, proche de D. Trump et B. Netanyahu. Sheldon Adelson, décédé en 2021, était opposé à une solution à deux États dans le cadre du conflit israélo-palestinien et prônait l'annexion des territoires palestiniens occupés. Il a, par exemple, déclaré lors de la première conférence du Israeli-American Council en 2014, que les Palestiniens étaient une nation inventée qui n'existait que pour tenter de détruire Israël²⁷.

Ce programme s'est intensifié après le 7 octobre 2023, avec la mise en place d'une salle de crise spéciale – Public Diplomacy (“Hasbara”) Situation Room – qui entend « jouer un rôle actif dans le renforcement des efforts de diplomatie publique d'Israël »²⁸. L'objectif est présenté ainsi sur la page internet de l'Université Reichman : « Reichman University's civilian Public Diplomacy Situation Room operates in approximately 30 different languages, in cooperation with the organization Act-IL. and with the involvement of Reichman students from all over the world. The Situation Room disseminates reliable information in different languages, driving home the message that “ Hamas=ISIS.” The team's efforts are concentrated on a number of areas: Designing graphic content for distribution, enhancing the pro-Israel presence in “talkbacks” throughout social media, countering hostile activity from external parties, gathering

²² <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/activities/newsletter/insights/insights-2-12-24-e/>

²³ Le stage est présenté ainsi sur la page internet de l'université : « Want to contribute to shaping Israel's global image? Are you passionate about making a real, positive impact? Dive into a transformative internship in public diplomacy for Israel today! », <https://www.runi.ac.il/media/awdi1krh/pd-program-brochure-2024-2025.pdf> ; <https://www.runi.ac.il/en/special-programs/pd/about/> ; <https://www.abbaeban.runi.ac.il/act-il-internship-program>

²⁴ <https://www.abbaeban.runi.ac.il/act-il>

²⁵ <https://jewishlink.news/act-il-combating-anti-israel-propaganda-one-incident-at-a-time/>

²⁶ <https://theintercept.com/2017/06/30/israel-propaganda-hasbara-app-security-flaw-rallyware-maccabee/>

²⁷ <https://www.haaretz.com/jewish/2014-11-09/ty-article/adelson-palestinians-are-made-up-nation/0000017f-f657-d887-a7ff-fef757bf0000>

²⁸ <https://www.abbaeban.runi.ac.il/abba-eban-institute-during-the-israel-hamas-war>

pertinent information for various stakeholders, translating relevant information in order to reach a large number of audiences around the globe, and managing the distribution of information to key individuals and officials worldwide. All of these efforts are voluntary and based on the understanding that the power to make an impact is in our hands, and that indifference is not an option. Students receive daily guidance from Reichman University's top experts, including Col. Miri Eisin, Prof. Yishai Beer, Prof. Boaz Ganor, and others »²⁹.

Ce type de dispositif n'est toutefois pas nouveau ; il était déjà en fonction durant les opérations militaires à Gaza en 2012 et 2014, comme l'illustre l'interview d'une étudiante française publiée dans le *Jerusalem Post* : « Lors de l'opération Pilier de défense, à l'initiative de trois élèves et de l'Union des étudiants, des centaines de membres de l'école diffusaient l'information sur l'opération du point de vue israélien, afin de contrer ce qui était publié dans les médias. Binyamin Netanyahu a même félicité IDC »³⁰.

VI. Activités parascolaires

L'Université Reichman de Tel-Aviv a noué un partenariat avec l'entreprise *Taglit* proposant des voyages ainsi qu'un stage, dans le cadre du programme *Birthright Excel*³¹, d'environ 10 semaines dans lequel les étudiants sont amenés à développer des liens avec le monde professionnel. Le comité s'interroge sur la pertinence du choix de partenaire par l'Université de Reichman. Les préoccupations du comité naissent de témoignages exposés par l'association *Jewish voice for peace*³², qui relèvent l'absence de rencontres palestiniennes ou arabes-israéliennes - constituant pourtant 20% des citoyens d'Israël -, l'évitement des zones d'occupations ou encore la non-reconnaissance des lois discriminatoires. Ce voyage contrevient à l'idée d'un voyage éducatif et culturel en s'inscrivant dans une logique d'occultation d'une partie de l'histoire d'Israël.

D'autre part, le programme *Birthright Excel* est exclusivement réservé aux étudiants de confession juive, leur ouvrant droit à des crédits collégiaux au sein de l'Université Reichman³³. Le comité s'interroge, en particulier au regard du respect des valeurs de non-discrimination, réaffirmées par l'article L123-2 du Code de l'éducation, de la convenance de ce programme.

En effet, il est inévitable que des étudiants en échange puissent être pénalisés dans le cadre de leur troisième année en raison de leur religion. Bien que l'entreprise ne constitue pas une entité subordonnée à l'Université Reichman, ce partenariat présente un récit historiographique imprégné de *hasbara*, ce qui traduit non seulement les valeurs portées par l'Université

²⁹ <https://www.runi.ac.il/en/students/rights-of-reservists/the-mobilization-of-the-university-in-the-iron-swords-war-en/>

³⁰ <https://www.jpost.com/edition-fran%C3%A7aise/israel/idc-l%C3%A9cole-internationale-made-in-isra%C3%AB1-343512>

³¹ <https://www.runi.ac.il/en/students/extracurricular/birthright-excel/>, consulté le 01/04/2025 ;

³² <https://www.jewishvoiceforpeace.org/2017/10/12/returnthebirthright-faq/>, consulté le 01/04/2025.

D'autres parutions dans les journaux ou les associations sont également de nature à nous alerter, à l'instar de l'AllMep (<https://www.allmep.org/allmep-resources/taglit-birthright-ends-encounters-with-israeli-arab-citizens/>, consulté le 01/04/2025), ou encore du Haaretz (<https://www.haaretz.com/opinion/2017-11-05/ty-article/.premium/birthright-meeting-only-pro-zionist-arabs-was-always-offensive/0000017f-dc7a-d3a5-af7f-fefe59230000>, consulté le 01/04/2025).

³³ Document en annexe : « Birthright Israel Academic – FAQ ».

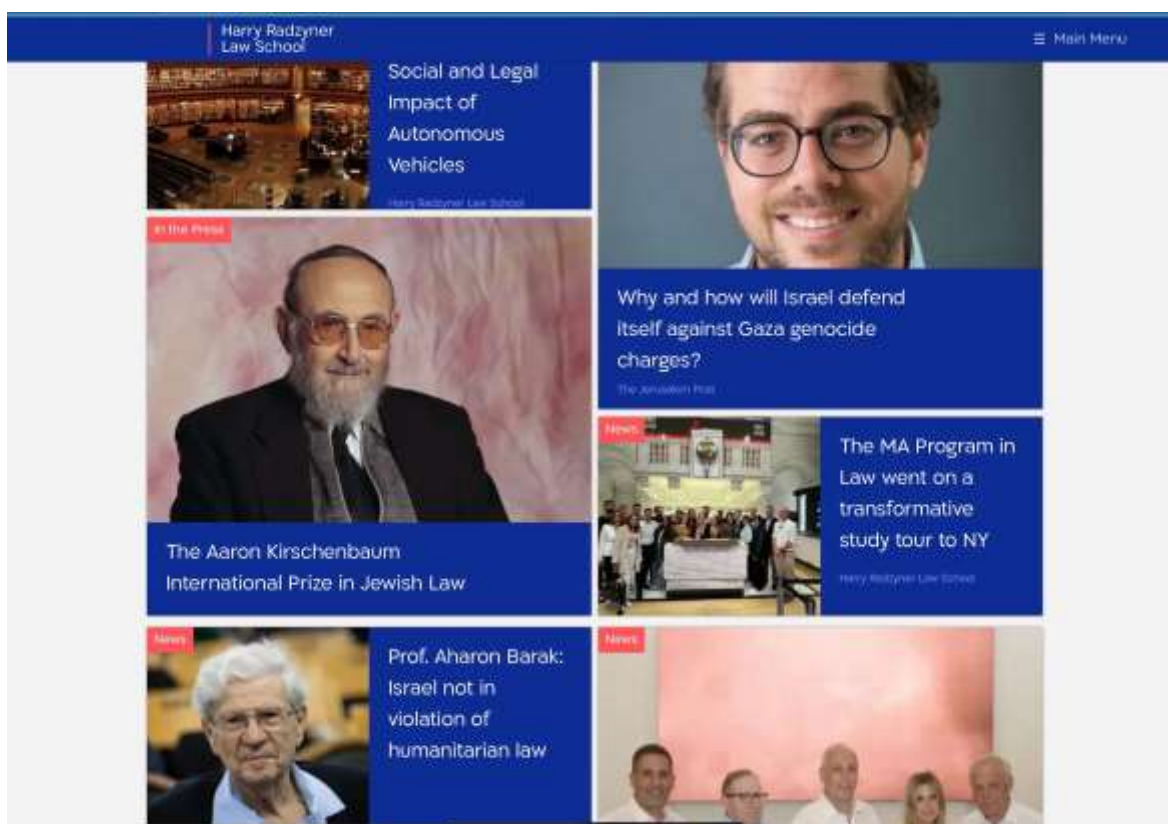
Reichman mais également un risque d'exposer les étudiants à une potentielle propagande gouvernementale. Ces deux derniers points sont de nature à préoccuper le comité.

L'Université Reichman met par ailleurs à disposition des étudiants un programme créé par ses alumni. Il s'agit du programme *Migdalor*, présenté sur le site de l'université comme « un programme préparatoire prémilitaire établi par des diplômés de l'Université Reichman »³⁴. Il met en avant le taux d'inscription des étudiants y ayant participé dans Tsahal, qui s'élève à 97%. Le programme n'est pas ouvert aux étudiants en échange : par conséquent, sa prise en considération ne relève pas des compétences du comité. Ce dernier a toutefois relevé, au cours des entretiens menés, que *Migdalor* semble contribuer à l'émergence d'un "climat" (*vibe*) dans lequel le discours militariste trouve une certaine résonance. Dès lors, il apparaît pertinent de s'interroger sur la manière dont l'Université de Reichman articule sa mission d'éducation et de débat intellectuel avec des enjeux liés au contexte de la guerre.

VII. Communication officielle de l'Université Reichman

A. Site internet de l'Université (sélection)

1. Articles mis en avant sur la première page de la faculté de droit (Harry Radzyner Law School)



³⁴ <https://www.runi.ac.il/en/students/extracurricular/migdalor/>, consulté le 02/04/2025.

- « *Israel not in violation of humanitarian law* »
(<https://www.theglobeandmail.com/world/article-israel-not-in-violation-of-humanitarian-law-according-to-preeminent/>)
- « *Why and how will Israel defend itself against Gaza genocide charges ?* »
(<https://www.jpost.com/israel-news/article-780899>)

Sans débattre sur le fond de ces articles, puisque nous n'avons ni la volonté de les juger ici, ni la compétence nécessaire pour le faire, la mise en exergue d'articles défendant le gouvernement et l'État d'Israël face aux poursuites judiciaires menées par des juridictions internationales, sans promouvoir de point de vue divergent témoigne d'une prise de position claire sur le sujet de la part de l'université Reichman de manière générale concernant la guerre.

2. Article intitulé « The Honorable Yoav Gallant »³⁵

Dans cet article publié sur le site internet officiel de l'Université Reichman, l'ancien Ministre de la Défense d'Israël est présenté sans mention du mandat d'arrêt de la CPI dont il fait l'objet pour crimes de guerres et crimes contre l'humanité depuis le 21 novembre 2024, ni aucune de ses positions publiques extrêmement controversées comme celle, exprimée le 9 octobre 2023, comparant les Palestiniens à des « animaux humains ».

B. Réseaux sociaux de l'Université (sélection)

1. Post Instagram et Facebook rendant hommage à Itzik Cohen (commandant de la division 162 opérant à Gaza)³⁶

D'après l'article du Guardian du 6 novembre 2024, le général de la division 162 de l'IDF Itzik Cohen a effectué des déclarations qui ont provoqué une importante polémique, notamment sur le plan du droit international humanitaire. Lors d'une conférence de presse avec des journalistes israéliens, Itzik Cohen a affirmé : « *no one is returning to northern area. There is no return to the north, and there will not be* ». ³⁷ Il a justifié cette position en évoquant la nécessité pour l'armée d'intervenir à plusieurs reprises dans certaines zones comme le camp de Jabaliya, ce qui, selon lui, rend tout retour impossible. Il a également précisé que l'aide humanitaire n'était envoyée que vers le sud, car « peu de gens restent dans le nord ». Un porte-parole de l'armée a tenté de minimiser la portée de ces propos, affirmant qu'ils avaient été sortis de leur contexte et ne reflétaient pas « les valeurs ni les objectifs de l'armée israélienne ».

Le 13 novembre, soit 7 jours après l'article du Guardian et 5 jours après l'article de Haaretz, le compte officiel de l'Université Reichman sur Instagram et Facebook a publié un post rendant hommage à Itzik Cohen, un alumni de l'Université Reichman, pour son implication dans la guerre à Gaza. ³⁸ Pour preuve, le lien partagé par le compte de l'Université Reichman dans les

³⁵ <https://ict.org.il/ourteam/the-honorable-yoav-galant/>

³⁶ <https://www.theguardian.com/world/2024/nov/06/palestinians-will-not-be-allowed-to-return-to-homes-in-northern-gaza-says-idf>

³⁷ <https://www.haaretz.com/israel-news/2024-11-08/ty-article/there-will-be-no-return-idf-says-it-wont-allow-residents-to-return-to-northern-gaza/00000193-0c79-d49a-a993-4cfd67f90000>

³⁸ <https://www.instagram.com/p/CzligKMnqql/?igsh=MTAwdm03c2V3ZGI4YQ==>

commentaires du post Facebook qui renvoie directement à un article brossant le portrait de plusieurs militaires importants dans l'opération à Gaza, dont Itzik Cohen, sans aucune critique de ses méthodes ou des conséquences humanitaires du conflit.

Article cité par le compte de l'Université Reichman :

https://mobile.mako.co.il/news-military/6361323ddea5a810/Article-cd67da08944cb81026.htm?utm_source=AndroidNews12&utm_medium=Share&fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR10xx1wKyCB9Pn7_o-ylLQy3kdn-1ABc0Htr4vcUnP42AE-ZvpfIJYyYfw_aem_2xy6Fp0dMDVk1JKOdrEhvw#

De manière générale, au-delà de la personne d'Itzik Cohen, ce sont les généraux militaires israéliens (comme le colonel Avi Rosenfeld, commandant de la légion de Gaza, également mentionné dans le post en question en tant qu'ancien de l'Université Reichman) qui sont mis en avant et à qui on rend hommage dans ce post et cet article.

2. Propos tenus par un étudiant de l'Université Reichman et cités dans la description d'un post Instagram sur le compte de l'Université

https://www.instagram.com/p/DERvUJ7Ki4l/?img_index=3&igsh=MW03Y2huOGltdDdhOA==

Dans la description de ce post, l'Université Reichman relaie la parole de son étudiant. La dernière phrase du post est la suivante : « *La mission sioniste de notre génération est claire : restaurer la vie au nord et au sud, reconstruire les colonies, renforcer les communautés et faire de la frontière nord et sud un symbole de pouvoir, de prospérité et d'espoir.* » Ici, la légitimation de la colonisation israélienne des territoires palestiniens est manifeste, alors même que celle-ci a fait l'objet de nombreuses condamnations par les instances internationales.

C. Positions publiques de certains professeurs (sélection)

1. Boaz Ganor : Président de l'université Reichman et fondateur de l'Institute of Counter-Terrorism (ICT) à la Lauder School of Government

Selon Boaz Ganor, le droit international n'est pas légitime, en l'état actuel des choses, et nécessite des changements : « *Il est temps de changer les lois anachroniques de la guerre* », en réponse à la décision de la Cour pénale internationale d'enquêter sur les actions commises par les forces armées israéliennes – les qualifiant de « crimes de guerre ».

<https://www.jns.org/it-is-time-to-change-anachronistic-laws-of-war-says-israeli-counter-terrorism-expert/>

<https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146336>

Malgré quelques critiques, il est également partisan des démolitions de maisons appartenant à des Palestiniens comme mesure anti-terroriste : « *L'armée devrait continuer à raser les*

<https://www.facebook.com/share/p/161H7W7uLF/?mibextid=wwXlfr>

maisons si les proches d'un attaquant étaient impliqués dans des violences, ou si une attaque entraînait un grand nombre de victimes israéliennes ».

<https://www.cbsnews.com/news/israel-vows-end-to-house-razing/>

Dans la phrase suivante, Boaz Ganor essentialise les Palestiniens de la Bande de Gaza :
« *Même si demain nous parvenons à détruire la plupart ou la totalité des capacités militaires du Hamas et à neutraliser Yahya Sinwar, il reste encore au moins un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza qui le soutiennent et formeront les prochains dirigeants.* »

<https://www.calcalistech.com/ctechnews/article/skc0dbmia>

Boaz Ganor a également envoyé à Jean-Philippe Heurtin, directeur de Sciences Po Strasbourg la lettre suivante :

November 4, 2024

« À l'attention de Directeur de l'Université Sciences Po Strasbourg - Professeur. Jean-Philippe Heurtin

Objet : Boycott universitaire imposé par l'Université Sciences Po Strasbourg

Monsieur le Directeur Professeur Heurtin,

Il m'a récemment été signalé la décision du conseil d'administration de l'Université Sciences Po Strasbourg de suspendre la collaboration académique avec l'Université Reichman et votre position ferme contre une décision qui va malheureusement à l'encontre du bon sens et des valeurs académiques appropriées.

Strasbourg, comme on le sait, n'a pas toujours fait preuve de tolérance envers le peuple juif au cours de l'histoire. En 1349, les Juifs de la ville ont été accusés de propager la peste noire, et les habitants ont massacré environ un millier de Juifs, tandis que les survivants furent expulsés. Pendant 426 ans, un "interdit formel"; fut imposé aux Juifs, leur empêchant de résider dans la ville.. En 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles persécutions eurent lieu contre les Juifs de la région et, en juillet 1940, après l'occupation nazie, les Juifs de Strasbourg furent expulsés et la ville fut déclarée "Judenfrei" (exempte de Juifs). Pendant la guerre, environ 1 000 Juifs de la ville furent assassinés par les nazis dans les camps de concentration.

Heureusement, après la Seconde Guerre mondiale, les Juifs sont revenus s'installer à Strasbourg et la communauté juive y a prospéré. Elle fait aujourd'hui partie intégrante de la vie de la ville et de son héritage.

Il est cependant très préoccupant de découvrir que l'Université Sciences Po Strasbourg (contrairement à presque toutes les universités du monde) a récemment jugé bon de boycotter l'Université Reichman pour son "crime odieux" - être une université israélienne et sioniste, c'est-à-dire une université qui revendique le droit du peuple juif de revenir en Israël et d'y établir son État. Il ne fait aucun doute que les éléments radicaux au sein de Sciences Po, initiateurs de ce boycott, qui se sont donné la peine de citer les propos de la vice-présidente Dr. Ben-Ezer, affirmant que l'ADN de l'université repose sur les valeurs sionistes, s'opposent à l'existence de l'État d'Israël et à son droit à se défendre. C'est apparemment la véritable raison derrière cette initiative insensée de boycotter une université privée israélienne, l'unique université privée en Israël (qui ne bénéficie d'aucun financement gouvernemental).

L'Université Reichman est fière d'avoir inscrit dans ses principes, dès sa création, les valeurs libérales originelles du sionisme : le droit du peuple juif de vivre dans son pays en Israël, fondé sur les valeurs de liberté, de justice et de paix, tout en assurant l'égalité des droits pour tous les citoyens, sans distinction de religion, d'origine ou de sexe.

Les initiateurs du boycott ont également mal vu la déclaration de soutien sans réserve de nos porte-parole aux étudiants de Reichman qui ont été appelés, le 7 octobre 2023, à rejoindre le service militaire actif pour protéger des dizaines de milliers de civils israéliens – Juifs et Arabes – attaqués par des milliers de terroristes ayant infiltré Israël depuis Gaza sous les ordres du Hamas, du Jihad islamique palestinien et de leur commanditaire, l'Iran, avec pour objectif de massacrer des civils de tout âge, de les torturer, de les violer avant de les tuer, et de kidnapper des centaines de personnes vers Gaza.

En tant que président de l'Université Reichman, je suis fier des étudiants patriotes de notre université et de nos diplômés qui risquent leur vie depuis le 7 octobre 2023 pour défendre les citoyens israéliens, sans distinction de religion, d'origine ou de sexe, dans cette guerre qui nous a été imposée. Malheureusement, nous avons perdu dans cette guerre horrible et dans le massacre terroriste qui l'a initiée 14 de nos meilleurs fils. L'un d'eux, Idan Shitvi, était un étudiant qui a été kidnappé à Gaza et assassiné alors que son seul tort était de passer un moment avec ses amis à un festival de musique qui fut l'objet d'une attaque violente par des terroristes venant de Gaza. Lors de cette fête, notre étudiant Omri Ram, qui avait participé en 2022 à un programme d'échange à Sciences Po Paris, fut également assassiné. 384 des participants à ce festival, des jeunes Israéliens – Juifs et Arabes (probablement du même âge que les étudiants de Sciences Po ayant initié le boycott) ont été massacrés de sang-froid après avoir subi des sévices inhumains. Des centaines d'autres ont été grièvement blessés et 44 participants ont été kidnappés à Gaza, où ils sont encore détenus dans des conditions inhumaines, victimes de sévices et servant de boucliers humains pour les dirigeants et les installations des organisations terroristes dispersées dans la région.

Ces éléments radicaux de Sciences Po, initiateurs du boycott, dénoncent également l'Université Reichman pour avoir encouragé nos étudiants en déclarant "nous gagnerons la guerre". Nous sommes en effet coupables de cette "offense". Nous gagnerons cette guerre qui nous a été imposée car nous n'avons pas d'autre choix. Si nous ne gagnons pas, nous connaissons le sort qui attend chaque Israélien – exactement ce qui est arrivé aux résidents du sud d'Israël lorsque les terroristes ont envahi leurs maisons, massacrant des parents sous les yeux de leurs enfants, et des bébés sous les yeux de leurs parents. Nous triompherons, non seulement parce que nous sommes plus forts que les nombreux ennemis que l'Iran nous a lancés - de Gaza, du Liban, de Syrie, d'Irak, du Yémen et d'Iran elle-même – attaquant Israël simultanément de sept fronts différents, mais aussi parce que nous menons une guerre de défense juste, légitime et morale.

Il est légitime de critiquer le gouvernement israélien et la direction de l'armée sur la manière de mener cette guerre. Israël est engagé dans un conflit sans précédent dans l'histoire moderne, contre des organisations terroristes qui mobilisent des milliers de terroristes mêlés à la population et sous un réseau de tunnels creusés sous leurs maisons, écoles, et mosquées. Si des actions contraires au droit international ont eu lieu dans cette guerre imposée à Israël, elles doivent être enquêtées et les responsables poursuivis en justice. Mais de là à offrir une tribune académique aux éléments radicaux pour boycotter une université israélienne en raison

de son soutien au droit d'Israël à défendre ses citoyens après avoir été brutalement attaqué, il y a une grande différence.

Si Sciences Po Strasbourg considère, comme le précise cette décision, que le comportement de l'Université Reichman "contredit les valeurs" de Sciences Po Strasbourg, nous sommes fiers d'affirmer que nos valeurs sont différentes. Nous, les membres de la direction et du personnel de l'Université Reichman, soutenons la paix avec nos voisins au Moyen-Orient ; nous nous efforçons de l'atteindre et éduquons nos étudiants dans ce sens. Nous soutenons les droits de l'homme et les droits civils, mais nous ne perdons jamais de vue que le droit le plus fondamental est le droit à la vie, ce qui inclut le droit des citoyens israéliens à se défendre lorsqu'ils sont attaqués par un ennemi qui souhaite détruire leur pays et de massacrer ses citoyens

Monsieur le Directeur Heurtin, j'ai attentivement lu le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de l'Université Sciences Po Strasbourg du 25 juin 2024, et j'ai été réconforté de découvrir une voix juste au sein de cette assemblée. Votre position lors de cette réunion absurde, la perspicacité et le courage que vous y avez manifesté sont dignes d'éloges. Comme vous l'avez souligné, les accusations portées contre l'Université Reichman "ne disent rien d'autre que c'est une université patriotique dans un pays en guerre – une guerre qu'Israël n'a pas initiée", et que "boycotter pour ces raisons revient à nier l'existence d'Israël". Vous aviez également raison de dire que "associer les mots science ou académie avec boycott dans une même phrase est contradictoire, car l'essence même de l'académie est la promotion du dialogue", et que cette attitude est "contraire à la liberté d'expression, de pensée et de recherche".

Il n'y a en effet aucune place pour l'imposition d'un boycott dans les relations entre institutions académiques, comme Sciences Po Strasbourg l'a fait à l'encontre de l'Université Reichman. Cette décision est une atteinte intentionnelle et indiscriminée aux étudiants de la seule université privée en Israël, en raison des critiques formulées par les initiateurs du boycott à l'encontre de la politique du gouvernement israélien. Cette décision stigmatise l'Université Reichman de manière injuste et envoie un message erroné aux étudiants en général, et à ceux de Sciences Po Strasbourg en particulier.

Monsieur le Directeur Heurtin, nous sommes convaincus qu'à la lumière de votre position réfléchie et éclairée sur cette question, vous parviendrez à trouver une solution à ce problème. De notre côté, nous restons à votre disposition pour développer et promouvoir la coopération entre nos universités.

Avec mes salutations respectueuses, »

Pour le comité, cette lettre est problématique dans la mesure où elle réalise un amalgame entre les critiques à l'encontre du partenariat universitaire et l'antisémitisme, où elle s'immisce dans le fonctionnement interne de Sciences Po Strasbourg. Son ton est inapproprié pour une communication entre deux institutions universitaires.

Boaz Ganor affirme ensuite : « *Strasbourg, comme on le sait, n'a pas toujours fait preuve de tolérance envers le peuple juif au cours de l'histoire. En 1349, les Juifs de la ville ont été accusés de propager la peste noire, et les habitants ont massacré environ un millier de Juifs, tandis que les survivants furent expulsés* ».

2. Dana Wolf (responsable du programme Droit et sécurité et du volet diplomatie et études des conflits à la Lauder School of Government)

<https://m.jpost.com/opinion/article-770412>

Le 27 octobre 2023, Dana Wolf a notamment écrit une lettre publique à Antonio Guterres dans laquelle on peut lire : « *Plutôt que d'être reconnu pour son avancée vers la paix en 2005 et les conséquences à long terme de la prise de pouvoir du Hamas en 2007, Israël a, comme toujours, fait l'objet de critiques injustifiées. Ce discours est perpétué par des cercles d'extrême gauche progressistes et des mouvements de délégitimation illusoire, et il s'avère que vous aussi, en tant que chef de l'ONU, adoptez un discours extrémiste du Hamas.* »

Cette lettre ouverte participe d'une volonté de décrédibiliser le droit international et l'Organisation des Nations Unies. Dans cette lettre, elle défend également, et c'est une position qu'elle répète depuis des années, que Gaza depuis 2005 ne peut pas être présentée comme un territoire occupé, contrairement à ce que considère l'ONU.

3. Amnon Cavari (directeur de l'Institut pour la liberté et la responsabilité à la Lauder School of Government)

<https://x.com/acavari/status/1853902429907009924?s=46>

Sur son compte X (anciennement Twitter), Amnon Cavari se désole dans un tweet datant du 5 novembre 2024 du limogeage de Yoav Gallant de son poste de Ministre de la Défense israélien par Benjamin Netanyahu, et explique que « le ministre faisait office de voix sensée au sein du gouvernement » et devant le monde. Pour rappel, Yoav Gallant, même s'il n'était pas sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI au moment de la publication du tweet, avait déjà été auteur de propos publics, en octobre 2023, tels que : « *Nous imposons un siège total contre la ville de Gaza. Il n'y a pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence* ». (<https://www.aa.com.tr/fr/monde/human-rights-watch-les-déclarations-de-gallant-sur-les-palestiniens-sont-un-appel-à-commettre-des-crimes-de-guerre/3013941>).

4. Assaf Moghadam (Professeur et doyen de la Lauder School of Government, membre du conseil d'administration de l'ICT)

Sur son compte X, Assaf Moghadam a notamment reposté un tweet décrédibilisant la CPI, expliquant entre autres que cela crée « un précédent qui criminalise l'autodéfense » lorsqu'elle délivre des mandats d'arrêt contre Yoav Gallant et Benjamin Netanyahu. Le tweet parle également de la CPI comme étant en « *croisade idéologique contre l'Etat juif* ».

5. Miri Eisin, Professeur, directrice générale de l'ICT (au moins jusqu'en avril 2024)

<https://ctc.westpoint.edu/a-view-from-the-ct-foxhole-colonel-ret-miri-eisin-director-international-institute-for-counter-terrorism-ict/>

Dans une interview qui date d'avril 2024, Miri Eisin explique assumer les morts civils à Gaza : « *Je n'ai pas de dilemme moral, car nous avons dû détruire les capacités du Hamas. On ne peut pas leur permettre de lancer une attaque combinée et à plusieurs niveaux comme celle du 7 octobre. (...) Je ne sais pas si les chiffres du Hamas sont exacts, mais nous avons tué des milliers de civils. Et les chiffres s'accroissent, mais je ne connais aucun autre moyen de détruire les capacités, et encore une fois, ils nous retiennent en otages.* »

6. Yishai Beer, Professeur de droit à la Radzyner School of Law

Yishai Beer est spécialisé dans la fiscalité et le droit des conflits armés et est également major général (retraité) des forces de défense israéliennes. Ce professeur de droit a publié plusieurs articles en réponse au juriste et politiste Neve Gordon à propos de la guerre actuelle à Gaza, dans lesquels il se positionne notamment contre la prohibition du bombardement des hôpitaux. Cette pratique qui vise à cibler les hôpitaux dans les attaques armées, employée largement par l'armée israélienne.

<https://www.icrc.org/fr/document/protection-des-hopitaux-en-temps-de-conflit-arme-ce-que-dit-le-droit#:~:text=En%20vertu%20du%20droit%20international,aux%20moyens%20de%20transport%20sanitaires.>

Réponse de Yishai Beer à ["Hospital Shields' and the Limits of International Law"](https://academic.oup.com/ejil/article/30/2/465/5536734?login=false)
<https://academic.oup.com/ejil/article/30/2/465/5536734?login=false>

E. Les distinctions universitaires décernées (sélection)

1. Yisrael Schomer

Le Général Yisrael Shomer a été décoré du titre de Doctor Honoris Causa le 10 juin 2024 par l'Université Reichman, pour son héroïsme lors des attaques du 7 octobre. L'Université récompense ainsi le commandant de la 146e division de Tsahal qui s'est défendu dans le kibboutz Kfar Aza, « il s'est battu avec un courage et une ingéniosité remarquables pour protéger les habitants du kibboutz » peut-on lire sur le site officiel de Reichman. Il paraît toutefois nécessaire de ne pas oublier le passé de ce général. En 2015, Yisrael Schomer tue Mohammed Kasbeh, un adolescent palestinien de 17 ans qui venait de jeter une pierre sur sa voiture, en lui tirant plusieurs balles dans le dos, alors qu'il tentait de prendre la fuite.

Nous pouvons ainsi nous questionner sur la pertinence de cette décoration, en prenant en compte le fait qu'une reconnaissance officielle met en lumière non seulement un acte mais aussi un individu. Cette récompense semble ainsi entrer en désaccord profond avec les valeurs humanistes portées par notre Institut.

<https://www.runi.ac.il/en/whats-up-lobby/news/for-the-glory-of-the-state-of-israel-reichman-university-confers-honorary-doctorates-in-recognition-of-israeli-heroism/>

<https://www.theguardian.com/world/2015/jul/13/video-raises-doubts-over-account-of-israeli-officer-who-killed-palestinian-teenager>

https://www.btselem.org/hebrew/press_releases/20150712_killing_of_muhammad_ali_qusba_h

2. Sheldon et Miriam Adelson

En 2019, le magnat américain Sheldon Adelson a reçu la récompense IDC Honorary Fellows. Puis, sa femme et lui se sont vu octroyer le titre de « Doctor Recognition ». L'Université Reichman décore de nombreuses personnalités pour leurs contributions « *très généreuses* » qui permettent de « *lancer des projets de recherches et d'éducation, d'ouvrir de nouvelles*

écoles et de construire des salles de classe propices à la poursuite de la connaissance, entre autres activités ». Le financement privé des universités a toujours existé, que ce soit en France ou à l'étranger. La provenance du financement de Reichman, et notamment par le couple Adelson n'est cependant pas neutre. En effet, Sheldon Adelson a financé le projet Act-II, projet de propagande au service de l'Etat israélien. Il est apparu hostile à la solution à deux Etats de l'ONU et a toujours été un fervent soutien de l'annexion des territoires palestiniens occupés. Suite à la mort de Sheldon Adelson, Miriam Adelson s'inscrit dans la continuité des activités de son mari en participant au financement de l'Université mais aussi au financement de la campagne de Donald Trump, comme le rapporte un article de Radio France, « *Miriam Adelson est israélo-américaine, et elle a tellement investi dans les deux campagnes électorales de Donald Trump qu'elle a son mot à dire sur à peu près tous les sujets liés à l'Etat hébreu* ». A la suite de cet article, nous pouvons aussi lire qu'elle est « *favorable à l'annexion de la Cisjordanie occupée* ».

<https://www.runi.ac.il/en/about/runifriends/donor-recognition/adelson/>

<https://www.haaretz.com/jewish/2014-11-09/ty-article/adelson-palestinians-are-made-up-nation/0000017f-f657-d887-a7ff-fef757bf0000>

<https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/d-un-monde-a-l-autre/proche-orient-l-homme-d-affaires-et-l-heritiere-qui-murmurent-a-l-oreille-du-president-trump-3861570>

<https://theintercept.com/2017/06/30/israel-propaganda-hasbara-app-security-flaw-rallyware-maccabee/>

F. Conférences organisées au sein de l'Université (sélection)

1. Présentation

La Lauder School of Government accueille deux conférences à portée internationale : la Herzliya Conference organisée par l'Institute for Policy and strategy (IPS) et le sommet mondial du contre terrorisme organisé par l'Institute for Counter-Terrorism (ICT).

La Conférence annuelle d'Herzliya est décrite comme « la principale plateforme israélienne de discussion sur la stratégie, la sécurité et la politique ». Cette conférence annuelle est organisée sur trois jours (en juin ou en mai) et aborde les politiques de sécurité et de défense.

La conférence reçoit chaque année le soutien de compagnies israéliennes et américaines de l'armement telles que Elbit Systems (entreprise israélienne de l'armement, fondée en 1967 et basée à Haïfa, qui se classait en 2023 au 21^e rang mondial pour la production d'armement), IAI, Boeing, Raytheon ou encore Lockheed Martin (entreprise américaine et mondiale de défense et de sécurité qui, comme ses principaux concurrents, conçoit et réalise différents systèmes d'armes de haute technologie tels que des avions de chasse et des missiles). Les étudiants internationaux, y compris les étudiants en échange, sont fortement incités à venir assister à ces conférences. Cette information a d'ailleurs été confirmée au comité par plusieurs témoignages des étudiants de Sciences Po Strasbourg s'étant rendus à l'Université Reichman.

2. Liste non-exhaustive d'invités de ces conférences qui peuvent poser question

<https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/herzliya-conference/hc2023/speakers/>

- Benjamin Netanyahu (2015)

- Yoav Gallant (ancien ministre de La Défense israélien), invité en 2023 (avant le mandat d'arrêt de la CPI), puis le 25 février 2025 pour une autre conférence.

<https://www.jpost.com/israel-news/article-843725>

- Isaac Herzog (2023), président d'Israël

En 2023, la conférence accueillait Isaac Herzog, président d'Israël, qui a notamment été auteur des propos suivants:

- « *everyone with sense can see that Israel is acting in accordance with international law* »
- « *The very fact that the hearing at the court in The Hague was held on the eve of International Holocaust Memorial Day, to judge whether the democratic, moral and responsible State of Israel, which rose from the ashes of the Holocaust with the overwhelming support of the family of nations, and its institutions were guilty of committing genocide, is a blood libel that undermines the very values on which this court was established* »

Isaac Herzog est également connu pour sa déclaration selon laquelle tous les Gazaouis, y compris les civils, sont « *coupables* » : « [Les Gazaouis sont] *une nation entière qui est responsable... Cette rhétorique sur les civils qui ne seraient pas au courant, pas impliqués [dans l'attaque du 7 octobre] — n'est absolument pas vraie* ».

Dans le même article, il affirme :

- « *But the reality cannot be ignored, a reality which we all saw with our own eyes as published by Hamas on that cursed day, and that was the involvement of many residents of Gaza in the slaughter, in the looting, and in the riots of October 7. How the crowds in Gaza cheered at the sight of Israelis being slaughtered and their bodies mutilated. At the sight of hostages — God knows what they did to them — wounded and bleeding being dragged through the streets.* »
- « *We are fighting an exceptionally just campaign* » (à propos de l'offensive à Gaza)

<https://www.timesofisrael.com/a-blood-libel-herzog-says-icj-twisted-my-words-to-support-unfounded-contention/>

- Gadi Eizenkot (2024)

Ancien ministre israélien du cabinet de guerre, il est connu pour la doctrine militaire israélienne Dahiya, qui prône un usage de la force disproportionné au cours de représailles contre des zones civiles servant de base à des attaques. Il s'agit, contre le principe fondamental du droit de la guerre, de ne plus faire de distinction entre cibles civiles et militaires. Cette doctrine a été formulée à la suite du conflit israélo-libanais de 2006.

<https://imeu.org/article/the-dahiya-doctrine-and-israels-use-of-disproportionate-force>

- Yoav Kisch (2024)

Ministre de l'éducation, il a déclaré à propos des Palestiniens : « *Those are animals, they have no right to exist. I am not debating the way it will happen, but they need to be exterminated.* »

<https://law4palestine.org/wp-content/uploads/2024/01/Database-of-Israeli-Incitements-to-Genocide-LEGISLATORS.pdf>

-> Propos tenu dans : The patriots on channel 14 episode posted October 9 2023 [27: 39 – 27:47] minutes

https://www.youtube.com/playlist?list=PL8E54R76rowCcCOn_HQf36o1RF3_oD3z4

3. Exemple de conférence

Conférence 2024 : [Herzliya Conference 2024](#)

“On the Path of Strategic Surprises”

En 2024, la conférence annuelle Herzliya, sous-titrée « sur le chemin des surprises stratégiques » a vu se rencontrer des représentants de l'armée, l'ancien chef du Mossad, ainsi que des hauts représentants du gouvernement américain (l'assistant du président américain et VP de la sécurité nationale) ainsi qu'un européen notamment la ministre allemande des affaires étrangères. Dans la brochure distribuée à la fin de la session 2024 on peut lire dans le préambule « Les réalisations de Tsahal et des forces de sécurité sur tous les fronts sont remarquables, contribuant grandement à la sécurité d'Israël. ». Aucune critique n'est émise par rapport à la manière de faire la guerre à Gaza et affiche même ouvertement une validation des opérations menées par l'armée israélienne.

Une conférence apparaît à ce titre particulièrement notable : « *le terrorisme comme facteur stratégique* », ouverte à tous, durant laquelle sont intervenus :

- le directeur de Reichman Boaz Ganor
- le professeur Assaf Moghadam, doyen de la Lauder School of government
- Miri Eisin, directrice générale de l'ICT à cette période

<https://ctc.westpoint.edu/a-view-from-the-ct-foxhole-colonel-ret-miri-eisin-director-international-institute-for-counter-terrorism-ict/>

- Dana Wolf, modératrice de cette conférence, responsable du programme Droit et sécurité et du volet diplomatie et études des conflits à la Lauder School of government.

En résumé, si l'on prend en compte l'ensemble des individus de cette conférence, la pluralité d'opinions ne semble pas respectée. De plus, ces événements illustrent la position globale de l'université Reichman et l'influence de la Lauder School of Government, qui se reflètent sur l'ensemble des composantes de l'université, notamment à travers l'outil des conférences de

Herzliya qu'elle utilise ici. De manière générale, l'exemple des conférences (en plus d'autres comme les podcasts, les activités parascolaires...) nous montre bien que cette université n'est pas un vase clos.

Capture d'écran (tweet X reposté par Pr. Assaf Moghadam)

